

VILLE DE
MONT-ROYAL



TOWN OF
MOUNT ROYAL

**AVIS PUBLIC
APPROBATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR
DU RÈGLEMENT
N°1472**

À sa séance ordinaire tenue le 14 mai 2024, le conseil municipal de Ville de Mont-Royal a adopté le Règlement N° 1472 sur la sécurité publique et la conformité réglementaire.

Ce règlement peut être consulté durant les heures d'ouverture, au bureau du greffier situé au 90, avenue Roosevelt ou sur le site web de la ville : www.ville.mont-royal.qc.ca.

Le présent règlement entre en vigueur en date de ce jour.

Donné à Mont-Royal, le 17 mai 2024.

**PUBLIC NOTICE
APPROVAL AND COMING INTO EFFECT
OF BY-LAW
NO. 1472**

On May 14, 2024, at its Regular Meeting, the Council of Town of Mount Royal adopted the By-law No. 1472 concerning public security and regulatory compliance.

The By-law may be consulted during regular business hours at the Town Clerk's Office located at 90 Roosevelt Avenue, Mount Royal or on the Town's website: www.town.mount-royal.qc.ca.

This By-law comes into effect today.

Given at Mount Royal, on May 17, 2024.

Le greffier,

(signé Alexandre Verdy)

Alexandre Verdy
Town Clerk

RÈGLEMENT N^o 1472 SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
DÉPÔT ET AVIS DE MOTION :	16 AVRIL 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	14 MAI 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	17 MAI 2024

ATTENDU QUE les pouvoirs de la Ville aux termes des articles 411 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et 62 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1);

ATTENDU les articles 72 à 87 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1);

ATTENDU sous-paragraphe a) du paragraphe 8^o de l'article 19 et l'article 54 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001

LE 14 MAI 2024 LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le présent règlement s'applique au territoire de la Ville de Mont-Royal.

2. Ce règlement a pour objets :
 - a) de définir et d'encadrer l'intervention des officiers, patrouilleurs et sergents du Service de la Sécurité publique lequel constitue un service municipal;
 - b) d'offrir aux résidents une prestation complémentaire aux éléments de sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants qui sont de compétence d'agglomération.

3. Les officiers, patrouilleurs et sergents doivent, dans le cadre de leurs fonctions, veiller aux inspections et à l'application des règlements suivants :
 - a) **1358** – concernant la collecte sélective des matières recyclables, la collecte de résidus verts, la collecte de résidus alimentaires et la collecte des ordures ménagères
 - b) **1407** – régissant la marche au ralenti
 - c) **1421** – régissant les permis de tournage
 - d) **1468** – relatif à l'occupation du domaine public
 - e) **1384** – sur la circulation et le stationnement
 - f) **1323** – sur la distribution de circulaires
 - g) **1340** – sur la protection des chats et des chiens
 - h) **1380** – sur la salubrité, la sécurité, la paix et l'ordre
 - i) **1419** – sur l'aqueduc
 - j) **1432** – sur le déneigement
 - k) **1436** – sur l'utilisation des pesticides
 - l) **P-38.002, r.1** – Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens.

4. Les officiers, patrouilleurs et sergents peuvent, dans le cadre de leurs fonctions, procéder aux inspections reliées à l'application des règlements suivants :
 - a) **1383** – sur les permis d'exercice de certaines activités commerciales
 - b) **1433** – visant à lutter contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Mont-Royal
 - c) **1435** – régissant la démolition des immeubles
 - d) **1441** – de zonage
 - e) **1443** – de construction
 - f) **1444** – sur les permis et certificats
 - g) **1447** – sur les commerces de prêt sur gages et articles d'occasion
 - h) **1456** – concernant les appareils de chauffage, de cuisson d'aliments et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide
 - i) **1467** – relatif à l'entretien et à l'occupation des bâtiments.

5. Les officiers, patrouilleurs et sergents du Service sont autorisés à effectuer les opérations suivantes dans le cadre de leurs fonctions :
 - a) accéder à tout bâtiment, équipement, construction, installation, propriété mobilière ou immobilière;
 - b) examiner l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices quelconques et y pénétrer pour constater si les règlements du conseil y sont exécutés, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice par la Ville du pouvoir de délivrer un permis, d'émettre un avis de conformité d'une demande, de donner une autorisation ou toute autre forme de permission, qui leur est conféré par une loi ou un règlement;
 - c) visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière ou mobilière, notamment afin d'éviter qu'un crime ou une infraction puisse y être commis;
 - d) obliger les propriétaires ou occupants de propriétés, bâtiments et édifices, à y laisser pénétrer les fonctionnaires ou employés de la Ville;
 - e) exiger tout renseignement, de même que la production de tout document s'y rapportant aux fins de l'application de toute disposition d'un règlement concernant des objets relevant de leurs fonctions;
 - f) exiger de toute personne ayant commis ou qu'ils soupçonnent d'avoir commis une infraction de s'identifier en déclarant ses noms, prénoms, date de naissance et adresse;
 - g) faire des enquêtes, recherches, vérifications et essais et prendre des photographies ou des enregistrements dans tout bâtiment, équipement, construction, installation ou autre lieu;
 - h) se coordonner avec les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants afin d'agir en soutien à toute intervention de leur part ou agir à leur demande ;
 - i) délivrer au nom de la Ville un constat d'infraction pour toute infraction à l'un des règlements dont il doit veiller aux inspections et à l'application.

6. Les officiers, patrouilleurs et sergents du Service sont également autorisés à effectuer les opérations complémentaires suivantes dans le cadre de leurs fonctions :
- a) restreindre l'accès à un chemin public, à un trottoir, à un terrain public ou privé si un périmètre de sécurité a été établi par le Service de police de la Ville de Montréal, le Service de sécurité Incendie de Montréal ou tout service public ayant ce pouvoir lorsque requis;
 - b) restreindre l'accès à tout lieu qu'il juge représenter un danger pour la sécurité des personnes qui s'y trouvent;
 - c) déployer de la signalisation temporaire et à contrôler la circulation lors de toute situation d'urgence ou dans l'objectif de prévenir un danger ou pour venir en assistance aux policiers dans la gestion de la circulation;
 - d) dévier temporairement la circulation lorsque nécessaire;
 - e) expulser une personne qui contrevient à l'usage normal et respectueux des installations de la Ville, incluant les parcs, bâtiments et autres lieux publics;
 - f) expulser une personne qui refuse de respecter les règles émises par un employé de la Ville dans les installations de la Ville, incluant les parcs, terrains de jeux, bâtiments, parcs canins, bibliothèque, centre récréatif salles de réception, stationnements publics et autres lieux publics sous la responsabilité de la Ville;
 - g) délivrer au conseil une recommandation en application de l'article 348.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).
7. Les officiers, patrouilleurs et inspecteurs du Service collaborent et assistent avec le service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), le service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Urgences-Santé, ainsi qu'avec les ministères et organisations chargés de la protection civile sur l'Île de Montréal.
- Sous l'égide de l'Organisation de la Sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), le Service est établi comme service de sécurité civile pour assurer la protection des personnes et des biens sur le territoire de la Ville. Il est chargé de la mise en place et de la mise à jour périodique de la mission locale du plan de sécurité civile de l'agglomération de Montréal, avec les activités reliées à l'aide aux personnes sinistrées, les communications locales avec les citoyens, les supports techniques et la mise en place du centre des opérations d'urgence local ainsi que le support au centre des opérations d'urgence.
8. Toute personne doit se comporter de manière à :
- a) permettre aux officiers, patrouilleurs et sergents d'exercer les fonctions prévues au présent règlement;
 - b) ne pas nuire ou entraver leur mise en œuvre.

9. Commet une infraction, toute personne qui :
- a) entrave de quelque façon que ce soit l'exécution des fonctions de tout officier, patrouilleur ou sergent du Service;
 - b) refuse d'obtempérer à la demande d'expulsion d'un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
 - c) refuse d'obtempérer à la demande d'un officier, patrouilleur ou sergent du Service qui lui demande de circuler ou de déplacer son véhicule;
 - d) refuse de s'identifier à un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
 - e) intimide, profère des menaces ou insulte un officier, patrouilleur ou sergent du Service;
 - f) empêche ou nuit d'une quelconque manière à l'exercice des pouvoirs conférés à un officier, patrouilleur ou sergent, notamment en lui refusant l'entrée dans un lieu, en refusant de lui transmettre une information ou en lui transmettant de fausses informations.
10. Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :
- 1° s'il s'agit d'une personne physique :
 - a) pour une première infraction, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$;
 - b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
 - 2° s'il s'agit d'une personne morale :
 - a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;
 - b) pour une récidive, d'une amende de 2 000 \$ à 4 000 \$.
11. La délivrance de tout constat par un officier, patrouilleur ou sergent aux termes du présent règlement n'a pas pour effet de limiter son pouvoir de constater une contravention ou de limiter la délivrance d'un constat aux termes de tout règlement dont il est chargé de l'application ou des inspections.
12. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

BY-LAW NO. 1472 CONCERNING PUBLIC SECURITY AND REGULATORY COMPLIANCE

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
NOTICE OF MOTION AND FILING:	APRIL 16, 2024
ADOPTION OF BY-LAW:	MAY 14, 2024
COMING INTO EFFECT:	MAY 17, 2024

CONSIDERING the powers of the Town under sections 411 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19) and 62 of the *Municipal Powers Act* (CQLR, c. C-47.1);

CONSIDERING sections 72 to 87 of the *Code of Penal Procedure* (CQLR, c. C-25.1);

CONSIDERING subparagraph a) of paragraph 8 of section 19 and section 54 of the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain urban agglomerations* (CQLR, c. E-20.001);

ON MAY 14, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:

1. This by-law applies to the territory of Town of Mount Royal.

2. The purpose of this by-law is:
 - a) to define and guide interventions by the officers, patrollers and sergeants of the Public Security Department, which is a municipal department;

 - b) to provide to residents services complementary to the public security services provided by the police department, civil protection agencies and first responders for which the Agglomeration is responsible.

3. In performing their duties, the officers, patrollers and sergeants shall be responsible for inspections and for enforcing the following by-laws:
 - a) **1358** – Concerning the Selective Collection of Recuperable Secondary Materials and Refuse Collection;
 - b) **1407** – Concerning Idling Control;
 - c) **1421** – to Govern Filming Permits;
 - d) **1468** – on Public Domain Occupancy Permits;
 - e) **1384** – with Respect to Traffic Control Devices;
 - f) **1323** – Concerning the Distribution of Circulars;
 - g) **1340** – Concerning the Management and Protection of Dogs and Cats;
 - h) **1380** – Concerning Sanitation, Safety, Peace and Order;
 - i) **1419** – Water Supply;
 - j) **1432** – on Snow Removal;
 - k) **1436** – Concerning Pesticide Use;
 - l) **P-38.002, r.1** – Regulation respecting the application of the Act to promote the protection of persons by establishing a framework with regard to dogs.

4. As part of their duties, patrollers and sergeants may carry out inspections related to enforcement of the following by-laws:
 - a) **1383** – Regarding Operating Licences for Certain Commercial Activities;
 - b) **1433** – Against the Propagation of the Emerald Ash Border within the Town of Mount Royal.
 - c) **1435** – Governing the Demolition of Immovables;
 - d) **1441** – Zoning.
 - e) **1443** – Building;
 - f) **1444** – Permits and Certificates;
 - g) **1447** – Concerning Pawnshops and Establishments Dealing in Second-Hand Goods;
 - h) **1456** – Concerning Solid-Fuel Heating and Cooking Devices and Fireplaces;
 - i) **1467** – Concerning the Maintenance and Occupation of Buildings.

5. Department officers, patrollers and sergeants are authorized to carry out the following operations as part of the duties:
 - a) gaining access to any building, equipment, construction, facility or movable or immovable property;
 - b) examining the interior and exterior of any houses, buildings or structures and entering them to determine whether the by-laws passed by Council have been followed, to check any information or to ascertain any fact required for the Town to be able to issue a permit, issue an opinion or give permission or any other form of permission granted to them under a law or by-law;
 - c) visit and examine, at any reasonable time of day, any immovable or movable property, in particular to prevent a crime or offence from being committed.
 - d) require the owners and occupants of properties, buildings and structures to allow Town officers and employees to enter them;
 - e) require any information and the production of any related document for the purpose of applying any provision of a by-law concerning objects related to their duties;
 - f) require that any person who has committed or is suspected of having committed an offence identify themselves by providing their family names, first names, date of birth and address;
 - g) make inquiries about, search, check, carry out tests and take photographs or make recordings of any building, equipment, structure, facility or other location;
 - h) coordinate with the police, civil protection, fire and first responder agencies in order to provide support for any intervention by them or to act at their request;
 - i) issue, on behalf of the Town, a statement of offence for any violation of one of the by-laws under which they are to carry out inspections or which they are to enforce.

6. Department officers, patrollers and sergeants are also authorized to carry out the following complementary operations as part of their duties:
- a) restrict access to a public road, sidewalk or public or private property if a security perimeter has been set up by the Service de police de la Ville de Montréal, the Service de sécurité Incendie de Montréal or any public service which has this power when required;
 - b) restrict access to any location which it deems as constituting a danger to the safety of the persons on the premises;
 - c) put up temporary signage and control traffic during emergency situations or for the purpose of warning about a danger or assisting the police in managing traffic;
 - d) temporarily divert traffic when necessary;
 - e) expel any person who does not use Town facilities, including parks, buildings and other public places, in a normal and respectful manner;
 - f) expel any person who refuses to comply with the rules issued by a Town employee in Town facilities, including parks, playing fields and courts, buildings, dog runs, the library, the recreation centre, reception areas, public parking facilities and other public places under the Town's responsibility;
 - g) submit to Council a recommendation in application of section 348.1 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, c. C-19).
7. Department officers, patrollers and inspectors shall collaborate with and assist the Service des incendies de la Ville de Montréal (SIM), the Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Urgences-Santé and the Quebec departments and the organizations responsible for civil protection on the Island of Montreal.

Under the aegis of the Organisation de la Sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), the Department is designated as a civil protection service for people and property on Town territory. It is responsible for setting up and periodically updating the local mission of the Montreal Agglomeration civil protection plan, with activities related to assisting affected persons, maintaining local communications with citizens, providing technical support, setting up a local emergency operations centre and supporting the centre's operations.

8. All persons are required to act so as to:
- a) allow officers, patrollers and sergeants to perform the duties specified in this by-law;
 - b) not hinder or interfere with the performance of said duties.

9. A person who does any of the following shall have committed an offence:
 - a) interferes in any way with the performance of the duties of an officer, patroller or sergeant of the Department;
 - b) refuses to comply with the expulsion order of an officer, patroller or sergeant of the Department;
 - c) refuses to obey an officer, patroller or sergeant of the Department who asks them to move along or to move their vehicle;
 - d) refuses to identify themselves to an officer, patroller or sergeant of the Department;
 - e) intimidates, utters threats toward or insults an officer, patroller or sergeant of the Department;
 - f) hinders or interferes, in any way, with the exercise of the powers granted to an officer, patroller or sergeant, in particular by refusing them entry to a location, refusing to provide information to them or providing false information to them.

10. Any person who contravenes any provision of this by-law shall have committed an offence and shall be liable to:
 1. for a physical person:
 - a) a fine of between \$500 and \$1,000 for a first offence;
 - b) a fine of between \$1,000 and \$2,000 for a subsequent offence;
 2. for a moral person:
 - a) a fine of between \$1,000 and \$2,000 for a first offence;
 - b) a fine of between \$2,000 and \$4,000 for a subsequent offence.

11. The issuing of any statement by an officer, patroller or sergeant hereunder shall not have the effect of limiting their power to place on record an offence or limiting the issuing of a statement of offence under any by-law they are responsible for enforcing or for carrying out inspections under.

12. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf
Mayor

Alexandre Verdy
Town Clerk